

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 28 (1948)
Heft: 10

Artikel: La situation économique en France pendant l'été 1948
Autor: Dumontier, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888711>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN FRANCE

pendant l'été 1948

par

Jacques Dumontier

Directeur-adjoint au Plan de modernisation et d'équipement

Aux chutes répétées du gouvernement français pendant l'été 1948, l'amélioration des conditions économiques n'a pas été étranger : le danger passé, l'union sacrée tend toujours à se rompre, et les querelles politiques à se rouvrir.

L'agitation sociale ne devait pas tarder à rappeler à ceux qui l'avaient oublié que la stabilité monétaire n'est pas assurée par une production accrue. Plus ignorée, malheureusement, est l'option devant laquelle se trouve maintenant l'économie française au premier stade de sa reprise ; c'est à la lever qu'il faut d'abord se décider.

1^o En février dernier, **la production industrielle** a rattrapé, et largement dépassé le niveau d'avant-guerre ; ce n'est qu'avec l'été que la production agricole put réaliser le bénéfice d'un effort commencé à la même époque. Par contre, gênée par les séquelles d'une réglementation tatillonne, la production commerciale n'atteignait pas une efficacité satisfaisante.

Avant le printemps 1948, l'économie française avait une allure très accentuée de pénurie. Son évolution, depuis la Libération, n'était qu'une suite de paliers auxquels la reprise était arrêtée par l'insuffisance d'un facteur de la production.

En 1945, la destruction des voies de communications n'avait pas permis à l'économie française de profiter de l'élan de la Libération pour prendre un démarrage rapide : il avait fallu reconstruire les canaux et les voies ferrées, cependant que l'activité des autres secteurs restait très faible. Dès le printemps 1946,

les communications furent rétablies et le niveau de la production put rapidement s'élever jusqu'au point permis par les disponibilités en charbon. L'extraction de combustibles solides augmentait lentement, mais sûrement ; les importations, encore insuffisantes et de mauvaise qualité, freinaient la reprise ; l'accélération des arrivages de charbon, surtout de coke allemand, permit en février à la production industrielle de connaître un indice de 114 par rapport à 1938. Elle s'y est maintenue depuis lors, compte tenu des variations saisonnières. Mais il ne semble pas qu'il soit à l'heure actuelle facile de s'élever rapidement plus haut.

2^o Parmi les divers facteurs de production, **la main-d'œuvre** avait donné de grandes inquiétudes il y a deux ans. Certains économistes pensaient qu'une immigration massive serait nécessaire et les réticences de la France pour la libération des prisonniers de guerre allemands ressortaient à un tel point de vue.

Cette libération est devenue effective en 1948. Malgré la transformation en travailleurs libres d'une partie des prisonniers et l'immigration d'Italiens et de personnes déplacées, l'effectif des travailleurs a légèrement diminué depuis un an, sans que cela entrave la reprise.

Ceci n'a été possible qu'avec une résorption presque complète du chômage, pratiquement nul jusqu'en juin 1948, faible et très localisé après cette date. En outre, la durée du travail dans l'ensemble des activités industrielles se maintient depuis plus d'un an à quarante cinq heures par semaine.

Il ne semble y avoir de ressources nouvelles que dans un aménagement de la répartition de la main-d'œuvre entre les divers métiers. Celle-ci est de 20 millions environ, répartie en grcs en trois fractions égales entre l'agriculture, l'industrie de transformation et le restant de l'économie privée ou publique.

L'agriculture a souffert plus que les autres du départ des prisonniers allemands. Il ne saurait être question de lui redonner des bras : tout progrès technique n'est possible que si la main-d'œuvre agricole diminue lentement, en augmentant son rendement.

L'effort demandé à l'industrie de transformation va se traduire par un appel de main-d'œuvre que le troisième secteur devrait lui prêter. Il ne s'agit que d'un prêt, car la forte proportion de personnes occupées ailleurs qu'à la terre ou à l'usine est celle d'une nation avancée sur la voie du progrès : c'est cette même proportion qui devrait prévaloir dans quelques années. Cependant, à l'heure actuelle, elle résulte d'une hypertrophie, consécutive à l'inflation, du secteur distributif, et d'une augmentation du nombre des fonctionnaires.

A cette distorsion, il n'est pas facile de remédier ; les fonctionnaires civils sont, contrairement à une idée très répandue, relativement moins nombreux en France que dans d'autres grands pays. Si l'appareil commercial, où l'inflation a poussé quelques centaines de milliers de personnes, est à l'heure actuelle excessif, il le sera moins quand il devra assurer l'écoulement d'une production élevée. Mais ce sont surtout les services, comme l'enseignement, appelés à se développer, qui restreignent les possibilités de dégagement de main-d'œuvre du troisième secteur vers l'industrie.

La donnée peut-être la plus importante de l'économie française en 1948 paraît donc être la suivante : chacun des grands secteurs d'activité — agriculture, industrie, services — ne peut augmenter sa production qu'en utilisant mieux le personnel qu'il emploie actuellement. Ce qui ne peut être effectué que de trois manières : améliorer la qualité de la main-d'œuvre trop peu spécialisée, allonger la durée du travail, augmenter la productivité du capital.

3^o Ainsi, la répartition équilibrée de la main-d'œuvre rend paradoxalement plus difficile une augmentation de la production. C'est dans ce dernier dessein, dès janvier 1946, qu'a été créé un **Plan de modernisation et d'équipement**.

Malgré les difficultés matérielles et financières, ce plan a été jusqu'à présent à peu près réalisé, dans sa variante minima, il est vrai. Les secteurs de base ont été équipés comme prévu mais il reste encore des activités entières comme l'industrie chimique où l'effort d'équipement est à mettre en route.

La production agricole, ainsi que les activités qui la commandent (tracteurs, engrais, etc...) est d'autant plus poussée actuellement qu'elle a été la cause d'un « ciseau » très grave au premier semestre 1948. Peut-être, en effet, les investissements agricoles avaient-ils été légèrement négligés au profit des cinq secteurs de

base : électricité, charbon, sidérurgie, matériaux de construction et transports. Le gel du mois de janvier 1947 rendit catastrophique ce qui n'eût été autrement que gêne. Heureusement l'aide américaine — principalement l'aide intérimaire — permit de combler ce déficit.

A l'automne 1948, le retard de la production agricole est rattrapé, et, par ailleurs, sont effectués également les équipements fondamentaux. Les transports ferroviaires pourront assurer l'écoulement d'une production améliorée, le parc des camions volés ou détruits est reconstitué ; sont également exécutés ou entrepris les travaux de barrage nécessaires à rattraper un retard de la production sur une consommation croissante d'électricité ; on a effectué l'entretien différé des mines cependant que les forages de Lorraine sont entrepris pour compenser l'épuisement des mines du Nord : l'appareil sidérurgique endommagé par les Allemands a été équipé à la moderne. Seule la reconstruction des immeubles d'habitation a une cadence insuffisante.

4^o L'activité française ayant retrouvé son niveau d'avant-guerre, il semblerait que ces conditions normales de production puissent servir de départ à une **évolution ultérieure** faite de progrès lents, mais sûrs. En d'autres termes, l'activité de 1948 serait en équilibre à un niveau insuffisant, mais en équilibre tout de même.

Or, il n'en est rien. Tout d'abord, ce niveau n'est atteint qu'au prix d'un déficit du commerce extérieur portant sur environ 5 p. 100 du revenu national ; ce déficit, il est vrai, est en partie dû à un effort d'investissement qui n'aurait pas à être effectué si l'on se contentait de l'équilibre actuel.

La vraie raison de l'instabilité est ailleurs. L'état atteint en août 1948 ne rend pas les Français malheureux, peut-être même suscite-t-il bien des jalousies, mais, indépendamment des questions financières ou monétaires, il ne saurait constituer aucunement un état d'équilibre, même valable provisoirement.

5^o La première cause en est l'augmentation du **désir de consommation** des Français. On peut porter un jugement moral sur ce phénomène ainsi que sur les difficultés que rencontre tout gouvernement à les combattre. Il est incontestable qu'un tel accroissement de la demande est inopportun. Il a cependant ses causes.

En premier lieu, le bouleversement complet de la guerre et surtout de l'occupation a entraîné dans les campagnes des désirs nouveaux de consommation. Par ailleurs, la France est, en matière alimentaire, la nation la moins dirigiste qui soit : à la Libération, les contrôles, symboles de l'oppression allemande, furent discrédités et supprimés. Le paysan s'est habitué à se servir largement avant de livrer ses produits. Si la France veut devenir exportatrice de produits agricoles à une vaste échelle, elle sera bien forcée de satisfaire auparavant les besoins des producteurs.

Mais les citoyens ont, eux aussi, accru, sinon leur

consommation effective, du moins leur demande de consommation, et ceci pour deux raisons : d'abord la guerre et l'occupation ont constitué dans la vie de chacun une coupure qui ne permet plus de mesurer la demande actuelle à celle de l'année passée comme il se fait en période normale. Grâce au recul, l'année 1938 est apparue comme un âge d'or. Alors qu'une année normale d'avant-guerre comportait, en France comme ailleurs, pas mal de souffrance pour les « économiquement faibles », on n'a retenu de cette année de référence que certains éléments favorables. Grâce à une certaine dévaluation des grades et des appellations, chacun, en particulier, a rapporté ses désirs à une situation légèrement supérieure à celle qu'il occupe. La normale est apparue comme une économie où tout le monde serait satisfait : l'extension de la notion de minimum vital comportant alcool et distraction est typiquement représentative de cet état d'esprit.

Parallèlement à ce déracinement de la psychologie du demandeur, une amélioration de la répartition a accru la demande effective. Les touristes étrangers font grand bruit autour de repas servis dans les restaurants, mais la conséquence économique de ces excès n'est rien en comparaison de l'effet des mesures sociales qui ont permis aux familles, aux vieux, aux malades de postuler, sinon les mêmes standards de vie qu'au travailleur célibataire, tout au moins des répartitions minima. Il est caractéristique de constater que la partie du prix de revient allant au salarié n'a guère changé depuis dix ans (c'est le profit qui reçoit la part perdue par les revenus fixes). Mais les deux tiers seulement des salaires font maintenant l'objet d'une prestation directe ; le reste est réparti en fonction des besoins sociaux. Cette nouvelle ventilation, épousant plus nettement les besoins réels, favorise un accroissement effectif d'une demande que l'oubli des conditions nouvelles rend plus aiguë.

Un tel changement est en soi excellent : un peuple n'a souvent que le niveau de vie qu'il demande. Mais il est accompagné d'une ignorance complète, même et surtout dans les milieux officiels, sur les moyens de l'atteindre.

6° **La deuxième cause du déséquilibre** est technique. Dans le double dessein d'augmenter la consommation intérieure et de supprimer le déficit du commerce extérieur, on a pris comme objectif d'augmenter la production française dans une proportion de 30 p.100 d'ici 1952. Mais alors une difficulté apparaît : loin de faciliter l'équilibre de la balance du commerce extérieur, un accroissement de la production rend celui-ci plus hypothétique.

Toute amélioration de la production en effet repose sur la venue de l'étranger de matières premières, notamment de charbon. Les importations augmentent, cependant que les débouchés ne sont pas automatiquement accrus. C'est d'ailleurs là que se greffe la conséquence économique la plus grave de l'inflation : incités à vendre à bas prix sur le marché intérieur, les producteurs se désintéressent de l'exportation.

C'est alors que la France se trouve devant l'option qui accompagne tout investissement nouveau : faut-il consacrer celui-ci à améliorer le rendement du travail national par un accroissement des exportations ? Faut-il, au contraire, tendre avec ce supplément d'investissement à supprimer les sujétions vis-à-vis d'autres pays en supprimant certaines importations ?

La réponse n'est pas simple. La structure actuelle des échanges internationaux n'est pas la meilleure : certains courants commerciaux, notamment les circuits du textile, ne répondent pas à une spécialisation optimum des divers pays, mais constituent des monopoles de fait, conséquences d'évolutions historiques.

Un petit pays peut plus facilement adopter la première solution. La France a adopté un comportement voisin de la seconde, dont le trait principal est une augmentation de la production agricole due à un développement des industries intéressées par l'agriculture : engrais, machines agricoles, etc... Cette solution ne diminue en rien l'industrialisation du pays : elle ne comporte pas plus de travail aux champs. C'est cependant un renversement complet de la tendance malthusienne agricole qui a prévalu en France de Méline jusqu'à M. Pflimlin, renversement plein de conséquences pour l'évolution politique et sociale de notre pays.

II

On pourra s'étonner que nous ayons pu examiner à fond la structure économique sans entrer dans le détail d'une crise de régime économique, ni d'une crise monétaire. C'est que ces aspects ne modifient en rien la position du problème : ils n'ont d'effet que sur les possibilités de réalisation.

1° Depuis la guerre, **la France est en état d'inflation**. A l'étranger, où le cours des changes est suivi plus facilement que l'indice de la production, on a tendance à voir le seul baromètre économique dans un phénomène qui n'est peut-être pas le principal. D'où certains jugements en apparence contradictoires, comme celui que porte le journal anglais *The Economist* : *situation désespérée mais non grave*. En fait, l'économie française supporte tant bien que mal ce fléau qu'est l'inflation : ce sont les conséquences sociales et politiques qui en sont menaçantes.

2° Au départ des Allemands, **la quantité de monnaie** excessive mise en circulation par l'occupant empêchait nettement un retour à la valeur d'avant-guerre de la monnaie. Des contrôles de prix eussent été insuffisants : la différence était trop grande, mais on eût pu à ce moment faire la part du feu.

Après la Libération, un déficit budgétaire inéluctable a continué à augmenter la masse monétaire en circulation. Par la suite, le déficit des sociétés nationalisées est venu s'ajouter à cette tendance.

Il ne faut pas exagérer la portée actuelle de cet élément inflationniste. Depuis le commencement

de 1948, grâce aux mesures de M. Mayer, la circulation fiduciaire n'a pas augmenté, non plus que la dette de l'Etat envers la Banque.

3° Plus grave est **la lutte des prix et des salaires** qui s'est poursuivie, même avec une circulation monétaire relativement plus faible qu'avant-guerre. L'insuffisance de la consommation a poussé les salariés à revendiquer systématiquement une hausse de leurs revenus. L'appareil de direction des prix agricoles ayant été détruit à la Libération, il en est résulté en 1945 et 1946 une hausse des prix correspondant à peu près aux augmentations de salaires.

A partir de 1947, ce sont les industriels et surtout les commerçants qui ont alimenté l'inflation par le crédit qu'ils obtenaient facilement des banques françaises au moyen d'escompte de papier commercial. Les autorités monétaires ont été alors absolument inconscientes du danger, ne comprenant pas que le « bon papier » était aussi dangereux que le mauvais, puisqu'il permettait la constitution de stocks. Il eût fallu contingenter le crédit, car son taux n'en permettait pas le contrôle. Tout récemment seulement, la Banque de France a bien compris, et commencé de réaliser une telle politique.

Mais ce sont encore les prix agricoles qui ont en 1948 repris l'initiative de la hausse. Le marché de la viande est dominé en France par le monopole d'une vingtaine de marchands en gros qu'il eût mieux valu nationaliser que les banques. Ils se sont opposés tout cet été à la baisse de la viande qu'on aurait dû attendre de l'amélioration du cheptel.

Les industriels aussi se sont révélés incapables de réaliser les baisses, non par abus d'une situation privilégiée, mais parce que leur organisation syndicale les rend impuissants à s'adapter, même dans le sens de leur intérêt, aux conditions du marché.

4° Enfin, **l'investissement** nécessaire pour améliorer la production, et donc faire disparaître dans l'avenir la poussée inflationniste causée par une demande de consommation trop grande pour la productivité actuelle, constitue dans l'immédiat une autre cause d'inflation.

Ce besoin d'équipement neuf nécessiterait environ au moins 15 p. 100 du revenu national, dans un pays où l'épargne privée et l'épargne d'affaires ne dépassent guère 3 à 4 p. 100 chaque. L'aide Marshall ne contribuait que pour 4 à 5 p. 100 du même revenu, il resterait un autre effort de 3 à 4 p. 100 à assurer par l'impôt. Mais là, on se heurte à une autre déficience chronique de l'économie française : son système fiscal est archaïque et insuffisant : c'est pourquoi tous les gouvernements successifs prennent des mesures les plus variées, mais également inefficaces.

5° On a cru trouver une panacée dans **l'alignement du franc** sur les monnaies étrangères. Cette vieille séquelle d'une théorie économique périmée a eu en France des conséquences désastreuses. Tant que les autres causes d'instabilité ne seront pas supprimées,

un abaissement du taux du franc amènera automatiquement un regain de hausse des prix. Le contrôle des changes est le seul obstacle qui empêche l'inflation française de devenir sans fin. D'ailleurs, il est difficile de se faire une idée précise en cette matière. La valeur du franc sur les marchés noirs étrangers n'a absolument aucun rapport avec son pouvoir d'achat en marchandises : le prix du beefsteack à Genève, ou d'une chambre d'hôtel à Bâle, exprimé en francs français est absolument prohibitif, pour un citoyen français. Cette valeur est déterminée par la plus ou moins grande recherche de monnaie étrangère, qui n'a rien à voir avec les mouvements d'ensemble des échanges.

6° De toutes ces causes inflationnistes qui ont joué depuis dix ans, trois restent valables, en cet automne 1948 : **l'existence de certains monopoles**, particulièrement celui des marchands de bestiaux, **l'insuffisance de la productivité** en face du désir de consommation et **la carence du système fiscal** pour réaliser l'effort d'équipement nécessaire à la suppression de cet antagonisme.

Devant cet effort à accomplir, qui est centré sur l'équipement nécessaire, le régime économique français est-il suffisant ?

On a beaucoup crié au dirigisme ces temps-ci. En réalité, le Gouvernement français, s'il s'est assuré des leviers de commande, n'a pas voulu ou n'a pas su s'en servir : le crédit n'a même pas été assez dirigé et le rationnement n'est plus qu'un souvenir.

L'expérience du plan Monnet a montré cependant que les plus grands obstacles se trouvent dans l'ignorance des entrepreneurs, et même dans leur absence d'esprit d'entreprise. On ne constate une amélioration sensible de la productivité, dans une activité donnée, que lorsque cette timidité des producteurs a été vaincue, et ce n'est pas toujours facile. En facilitant une telle prise de conscience, les commissions de modernisation ont permis un relèvement matériel qui est incontestable.

Mais il faudrait au Gouvernement une prise de conscience semblable de ses moyens d'action monétaires et fiscaux pour assurer la cohésion de ce redressement. Il y parviendrait sans doute, malgré, ou plutôt à cause des crises actuelles qui apparaissent comme des crises de croissance.

L'obstacle le plus grave proviendra de l'extérieur. La précarité de l'aide Marshall, indispensable cependant à la cadence du redressement français, et surtout son manque de souplesse, créent constamment des pénuries partielles contre lesquelles un système libéral est démuné de moyens d'action. Au moment où l'économie française abandonne bon gré mal gré le dirigisme, elle s'insère dans une planification internationale dont le caractère rigide apparaît de jour en jour. Il est à souhaiter que les heurts inévitables puissent être adoucis.

Jacques Dumontier